<https://www.lepoint.fr/politique/contre-le-nucleaire-l-europe-joue-la-guerre-des-nerfs-22-12-2022-2502568_20.php>

**Contre le nucléaire, l’Europe joue la guerre des nerfs**

**Deux avancées obtenues par la France viennent d’être torpillées en sous-main, dans les arcanes de Bruxelles, sur fond de compétition économique acharnée.**

Par Géraldine Woessner

Publié le 22/12/2022 à 11h41

Il y a les discours, les promesses… Et il y a les faits. Alors que l'Europe subit une pénurie d'énergie historique, précipitée par la guerre en Ukraine qui l'a brusquement coupée du gaz russe, l'année 2022 aura vu évoluer sensiblement la ligne de front qui sépare, depuis des années, les pays partisans de l'atome, et ceux qui y restent farouchement opposés. Navire amiral du second groupe, l'Allemagne, qui a dû massivement relancer ses centrales à charbon pour compenser la perte du gaz russe et la fermeture de ses centrales nucléaires, peine à justifier une politique la maintenant sous dépendance des gaziers et aggravant le réchauffement climatique…

Pourtant, si son leadership européen sur le sujet apparaît fortement affaibli dans l'opinion, ce n'est toujours pas le cas à Bruxelles, où les partisans de l'atome auront dû batailler bec et ongles pour obtenir que l'énergie nucléaire soit reconnue, en même temps que le gaz, comme une énergie « de transition » susceptible de recevoir des financements « verts. » Et ils viennent à nouveau de subir, ces derniers jours, deux revers aussi cinglants que discrets.

Le premier concerne les financements européens que les États membres pourront réclamer dans le cadre du vaste plan Repower UE, porté par la Commission européenne et censé permettre à l'Union de se libérer de toute dépendance aux importations en provenance de Russie – gaz, pétrole et charbon. Jusqu'à 210 milliards d'euros pourront ainsi être alloués à la construction de nouvelles infrastructures, à la décarbonation, à des économies d'énergie… Présenté en mai, puis adopté par le Parlement en novembre, le texte a fait l'objet d'âpres discussions entre les États membres.

**Pétrole et gaz, oui, nucléaire, non**

La Tchéquie, par exemple, qui préside actuellement l'Union, a obtenu la possibilité de financer avec ces fonds européens trois nouveaux projets pétroliers, en contradiction avec les engagements climatiques de l'Europe. « Il s'agit d'une simple substitution au pétrole qu'ils importent de Russie », justifie une source à la Commission. « La règle reste que le plan ne pourra pas subventionner le pétrole, à l'exception de ces trois projets. » De la même manière, de nouveaux investissements dans le gaz naturel liquéfié (GNL) pourront être financés. Mais pas… les projets nucléaires ! Un refus d'autant plus surprenant que le Parlement européen a précisément, en novembre, décidé l'inverse !

Pour comprendre la manœuvre, il faut plonger dans les arcanes du fonctionnement des institutions. Lors de l'examen du plan Repower UE au Parlement, les eurodéputés ont voté un amendement porté par le Français François-Xavier Bellamy (PPE), stipulant clairement que les technologies bas carbone, qui incluent donc le nucléaire, pourraient être éligibles aux financements. Adopté avec une majorité de 24 voix en séance plénière, cet amendement aurait dû logiquement s'imposer au Conseil européen (composé des chefs d'État et de gouvernements), comme à la Commission. Premier couac : aucun des députés français de la majorité, au sein du groupe Renew, ne l'a voté (à l'exception d'un seul, Christophe Grudler). Deuxième couac : il a été abandonné, le 14 décembre, par le petit groupe chargé des ultimes négociations.

En effet, après leur adoption par le Parlement européen, les propositions législatives sont couramment négociées en « trilogue » entre le Parlement, le Conseil et la Commission. Chaque institution désigne des rapporteurs chargés de défendre sa position. Le 14 décembre, la discussion autour du plan Repower UE s'est prolongée jusqu'à 4 heures du matin. Et si le principe du financement des projets pétroliers et gaziers sur fonds européens a été validé, l'amendement concernant le nucléaire a été abandonné – sous la pression, selon plusieurs sources, d'eurodéputés farouchement antinucléaires.

« La socialiste espagnole Eider Gardiazabal Rubial a fait blocage, et les commissions du Développement régional et de l'Environnement ont été très influentes, avec l'Allemand Peter Liese (PPE) et le Belge Pascal Arimont (PPE), tous les deux clairement antinucléaires », confie une source proche des négociations. Le Roumain Siegfried Muresan, également autour de la table, en est sorti excédé. « On a compris que la défense de cet amendement n'était pas une priorité des gouvernements qui soutiennent normalement le nucléaire, et notamment de la France. C'est incompréhensible, sidérant. Personne ne s'est élevé pour que le vote du Parlement soit respecté ! » tempête-t-il auprès du Point.

Un boulevard pour les États-Unis

Côté Français, on minimise la portée de ce rejet. « La France pense que la formulation du texte, qui indique qu'un support sera donné aux investissements permettant la décarbonation de l'industrie, permettra d'y inclure le nucléaire », décrypte un familier du dossier. « Mais c'est un pari, car cela dépendra de l'interprétation de la Commission. C'est, encore une fois, une occasion manquée… » Avec une légèreté qui indigne nombre de pays d'Europe de l'Est, qui espéraient bénéficier d'une source additionnelle de financement pour leurs projets nucléaires. « Nous aurions pu financer nos études de faisabilité, nos programmes de recherches », s'étrangle Siegfried Muresan. « On est encore dans un jeu de faux-semblant hypocrite », soupire une autre source, proche de la filière nucléaire. « En gros, l'Europe dépend à 30 % de la Russie pour convertir et enrichir son uranium. On aurait pu financer nos propres infrastructures pour être indépendants… ce ne sera pas possible. […] Les Américains, eux, viennent d'octroyer à tout produit exporté un crédit d'impôt de 50 %. Ils vont pouvoir vendre leurs réacteurs nucléaires et leurs SMR en Europe à moitié prix, et Bruxelles ne financera rien ! On est en train de se faire damer le pion, c'est d'une bêtise… »

**Guerre autour de l'hydrogène « vert »**

L'ambiance est d'autant plus morose dans la tranchée française que l'Allemagne, appuyée par la Commission, a entamé des manœuvres pour empêcher la France de produire, comme elle le souhaite, de l'hydrogène bas carbone à partir d'électricité nucléaire. Pour simplifier, de nombreux pays, pro comme antinucléaires, parient sur l'hydrogène pour décarboner leur industrie et lutter contre le réchauffement climatique. L'Allemagne envisage d'en produire elle-même en petite quantité grâce aux énergies solaire et éolienne, et d'en importer la majorité. Elle milite également pour assouplir les règles permettant d'estampiller « vert » l'hydrogène produit à partir de gaz, pourtant fortement émetteur de gaz à effet de serre.

La France, à l'inverse, envisage de produire sur son sol l'essentiel de son hydrogène grâce à son électricité nucléaire, largement décarbonée. Mais alors qu'un compromis semblait avoir été trouvé entre les deux pays, en marge d'un déplacement d'Élisabeth Borne à Berlin le 25 novembre, chacun s'engageant à « respecter les choix technologiques » de l'autre pays, les négociateurs allemands à Bruxelles ont brusquement fait marche arrière. Alors que la directive européenne sur le gaz, qui sera votée cet hiver, devait permettre d'inclure l'hydrogène bas carbone – produit à partir d'électricité nucléaire – dans les objectifs de développement d'hydrogène renouvelable, les services juridiques du Conseil de l'UE viennent de s'y opposer, au prétexte que le nucléaire n'étant pas « renouvelable », il n'aurait rien à faire dans cette directive.

Une manœuvre aussitôt dénoncée par la ministre française de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher comme « extraordinairement hypocrite », selon elle, « compte tenu de l'urgence climatique » qui imposerait de mobiliser toutes les énergies bas carbone disponibles. En réalité, l'Allemagne et ses alliés redoutent que leur production d'hydrogène à base d'électricité renouvelable intermittente soit rapidement concurrencée, demain, par un hydrogène bas carbone produit, grâce au nucléaire, en continu et en grande quantité. La Suède, qui prendra la présidence de l'Union en janvier, aura la pénible tâche de dénouer les tensions, et de remettre le climat au centre des préoccupations… Le climat, grand oublié de cette compétition économique acharnée.